

**Agenda****Séance du lundi 29 janvier****Lundi 5 février 2018**

-10h30 : réunion du groupe de travail « Humanisme et mondialisation » (salle 4).

-12h30 : déjeuner des Académiciens (salon Bonnefous).

-15h : **Jean TULARD**, membre de l'Académie des sciences morales et politiques : « *Napoléon ou la maîtrise de l'opinion publique* ».

Lundi 12 février 2018

-12h30 : réunion de la section Économie politique, statistique et finances (salle 3).

-15h : **Patrick EVENO**, professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne : « *Histoire de la presse : "Les journalistes dans les drames contemporains"* ».

Lundi 19 et 26 février 2018 : Pas de séance.

Lundi 5 mars 2018

-10h30 : réunion du groupe de travail « Humanisme et mondialisation » (salle 4).

-12h30 : réunion de la section Économie politique, statistique et finances (salle 3).

-15h : **Jean-Marie COLOMBANI**, journaliste : « *Le journal Le Monde, prescripteur d'opinion* ».

Lundi 12 mars 2018

-15h : **Valéry GISCARD d'ESTAING**, de l'Académie française, ancien Président de la République : « *Le Chef de l'État devant l'opinion publique* ».

-16h30 : réunion du groupe de travail « Science et Philosophie » (salle 4)

Lundi 19 mars 2018

-15h : lecture de la notice sur la vie et les travaux de **Michel ALBERT** par **Denis KESSLER** (sous la Coupole, en habit).

Lundi 26 mars

-15h : **Serge JULY**, journaliste : « Un journal d'opinion, *Libération* ».

Après approbation du procès-verbal de la séance du lundi 22 janvier, le président **François d'Orcival** a fait procéder aux dépôts d'ouvrage. **Philippe Levillain** a présenté l'ouvrage de son confrère **Thierry de Montbrial**, *Vivre le temps des troubles* (Paris, Albin Michel, 2017, 176 p.). **Haïm Korsia** a présenté l'ouvrage d'Adeline Baldacchino, *Celui qui disait non* (Paris, Fayard, 2018, 272 p.).

Le président a ensuite cédé la parole au vice-président **Georges-Henri Soutou**, qui a prononcé la communication du jour, sur le thème : « Des Lumières à l'Opinion publique : politique extérieure et société (XVIII^e-XX^e siècle) ». Il a commencé par livrer une lecture chronologique du sujet, en brossant sur trois siècles un ample tableau de l'évolution des relations entre opinion publique et politique extérieure, ces deux termes recouvrant eux-mêmes des réalités changeantes. C'est plus particulièrement vrai de l'opinion publique, dont il retrace la progressive affirmation, sur fond de démocratisation et d'alphabétisation de la société, parallèlement à l'essor de la presse. Même si les dirigeants politiques, à l'heure du « concert européen », tentent de maintenir leur diplomatie à l'écart des débats publics, ils cherchent l'acquiescement des populations, à l'exemple de Cavour inventant pour ainsi dire en 1860 le référendum d'autodétermination à propos de la cession à la France de Nice et de la Savoie. Ce n'est toutefois qu'à partir de la Première Guerre mondiale que « l'opinion devient un facteur clé de la conduite de la guerre ». Se met alors en place « un système de relations entre politique extérieure, opinion, gouvernements et médias » qui s'est maintenu pour l'essentiel, estime G.-H. Soutou, jusque dans les années 1990.

Ce cadre établi, le propos a dégagé un certain nombre de thématiques transversales au sujet. G.-H. Soutou tient pour certain que les médias ont significativement pesé dans la formation de l'opinion publique en matière de politique extérieure pendant la plus grande partie du XX^e siècle, jusqu'à leur récente remise en cause. Il nuance, en revanche, l'efficacité des pouvoirs publics à façonner l'opinion, notamment dans les pays étrangers. Il suit sur ce point l'analyse de Jacques Ellul, pour qui une population est moins portée à faire confiance à un gouvernement étranger qu'au sien. L'arrivée d'Internet a là aussi sans doute changé la donne, ouvrant la voie à des formes plus subtiles de pénétration idéologique. La mesure de l'opinion, enfin, appelle à la prudence, tant la politique étrangère se prête mal à des alternatives binaires. Le suffrage populaire a l'avantage sous ce rapport d'offrir un résultat incontestable, mais peut également avoir un effet déstabilisateur.

La conclusion revient précisément sur la part que devraient faire nos sociétés à l'opinion publique dans les choix de politique extérieure, à l'heure où les populations entendent de plus en plus être consultées, du fait des répercussions de ces décisions sur leurs vies – qu'on songe à la construction européenne ou à la mondialisation. Faire émerger au sein de l'opinion publique des options réalistes, « les canaliser dans un processus politique et [...] les mettre en pratique dans un système international enserré par une multitude d'accords et de règles multilatéraux ou même supranationaux » n'a pourtant rien d'évident. Faut-il, comme le suggèrent certains, soustraire ces questions au jugement populaire ? Généraliser, au contraire, la transparence ? Prendre modèle sur les votations suisses, qui munissent l'électeur d'argumentaires *pro et contra*, ou bien faire jouer la démocratie participative, *via* Internet ? Pour G.-H. Soutou, une chose est sûre : nos modes de fonctionnement actuels ne sont plus adaptés, et il faudra inévitablement choisir.

À l'issue de sa communication, **Georges-Henri Soutou** a répondu aux questions que lui ont posées **Jean Baechler**, **Thierry de Montbrial**, **Jean-Claude Casanova**, **Gilbert Guillaume**, **Jean Tulard**, **Yves Gaudemet**, **Jean-Claude Trichet**, **Jean-Robert Pitte**, **Philippe Levillain**, **Laurent Stefanini** et **Haïm Korsia**.

Nouvelles fondations abritées par l'Académie des sciences morales et politiques

Deux nouvelles fondations ont vu le jour ces derniers mois :

- La Fondation Saint-Omer – Valeurs transatlantiques entretient la mémoire des familles catholiques américaines qui envoyaient, au XVIII^e siècle, leurs enfants faire leurs études dans le collège jésuite (de langue anglaise) de Saint-Omer. Outre la mise en valeur du patrimoine associé à cette histoire, la Fondation a pour but d'encourager les recherches sur les valeurs communes à la France et aux États-Unis. Elle entend ainsi favoriser une prise de conscience des liens pluriséculaires d'amitié entre les deux pays.

- La Fondation des Travaux historiques et scientifiques a été créée à l'initiative du Comité des travaux historiques et scientifiques (CTHS), pour l'aider à développer ses missions. Elle distribuera deux prix de thèse sur des thématiques couvertes par le CTHS, ainsi qu'un prix destiné à soutenir un projet original porté par une société savante figurant dans l'annuaire du CTHS. Comme l'Académie des sciences morales et politiques, le CTHS a pour fondateur **François Guizot**.

Dans la presse et sur les ondes

- **Haïm Korsia** s'est confié au *Point* sur son rapport à la littérature, dans le cadre de la rubrique « À livres ouverts » (www.lepoint.fr, mise en ligne le 21 janvier). Il la décrit comme « le terreau sur lequel nous construisons notre façon de faire société. Un livre partagé est une espérance partagée. » Il part de l'exemple de la Pâque juive, durant laquelle le récit de la sortie d'Égypte est rituellement relu, de manière à ce que les participants vivent cet instant comme si eux-mêmes traversaient la mer Rouge. Aussi, « seuls les malheureux qui n'ont pas la lecture en partage voient dans la réalité augmentée une innovation. » Lui-même grand lecteur (« Je lis tout le temps [...]. La lecture est ma respiration, ma façon de ne pas être enfermé dans les réalités objectives de la vie »), H. Korsia livre la liste de ses lectures en cours (dont *Un personnage d'aventure. Petite philosophie de l'enfance* de sa consœur **Chantal Delsol**) et des classiques vers lesquels il revient sans cesse, à commencer par les grands textes religieux, qui replacent l'homme « dans l'intemporalité des choses ».

- **Jean-Claude Trichet** est intervenu le 23 janvier au colloque annuel « Risque pays » de la COFACE (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur) qui se tenait à Paris, au Palais des Congrès, sur le thème : « La bulle financière, quels sont les risques d'éclatement ? ». Il a répondu, à cette occasion, à divers titres de presse internationaux, *Cinco Días*, *El Economista*, *Expansión* (Espagne) et *Die Presse* (Autriche), ainsi qu'à la chaîne de télévision MC CLASSE CNBC (Italie). Il a aussi été l'objet d'un portrait dans le journal *Mannheimer Morgen* du 25 janvier, qui rappelle son engagement en faveur d'une réforme de la zone euro. Il s'est enfin livré, comme il le fait régulièrement, à un « Tour d'horizon de l'actualité économique » au micro de David Jacquot sur Boursorama (émission « Écorama » du 25 janvier).

- « Les États-Unis ne retrouveront pas un rôle de leader », entretien de **Thierry de Montbrial** avec Jean-Christophe Ploquin, *La Croix*, 26 janvier. Même s'il regarde comme toujours indispensables les systèmes institutionnels hérités du XX^e siècle, le président de l'IFRI salue l'apparition de nouveaux modes de concertation et de coopération pour gérer les problèmes globaux à l'échelle de la planète, telle la méthode suivie par la COP 21. Alors que les États-Unis semblent avoir renoncé à se faire les champions de la démocratie libérale, il appelle à préserver l'expérience de l'Europe, qui « a une capacité de rayonnement économique et culturel sans affirmation de puissance au sens le plus classique du terme ».

- « La réforme du bac est juste et bonne », déclare **Jean-Robert Pitte** dans une tribune publiée dans *Le Monde* du 27 janvier. Il considère que les mesures proposées par le rapport Mathiot vont dans le bon sens, en revalorisant le rôle des équipes pédagogiques des lycées et en favorisant l'autonomie des universités, qui pourront définir des critères d'accès pour leurs futurs étudiants.

- Le dossier du numéro de janvier du magazine *L'Incorrect*, « Dieu, combien de divisions ? », fait intervenir deux académiciens. Dans « Les vaisseaux brûlés de Dieu », **Chantal Delsol** se demande si les sociétés occidentales, après la disparition de la Chrétienté et l'effondrement des grandes idéologies séculières, ne reviennent pas à une forme de paganisme, qui ne rendrait que plus évident l'importance de défendre les principes hérités du judéo-christianisme : la transcendance, la conscience personnelle, la liberté... « La raison des religions » offre un dialogue entre **Rémi Brague** et Pierre Manent, à propos de l'ouvrage de ce dernier, *Situation de la France* (Desclée De Brouwer, octobre 2015). R. Brague appelle entre autres à clarifier les termes employés : « parler un peu moins de foi et un peu plus de dogmes, et surtout ne pas réduire la religion à la religiosité de chacun ».

- **Éric Biétry-Rivière** salue « Le nouvel âge d'or des sociétés savantes » (*Le Figaro*, 19 janvier). **Laurent Stefanini**, ambassadeur de France auprès de l'Unesco (mais aussi membre de l'Académie des belles-lettres, sciences et arts de La Rochelle et maître ès jeux de l'Académie des jeux floraux de Toulouse) résume ainsi le défi de ces quelque 3000 associations : « Demeurer des conservatoires de savoirs, d'usages et de patrimoine, et s'ouvrir au tissu social. Nous ne pouvons rester dans l'entre-soi. » Il voit par ailleurs dans le foisonnement de ces sociétés un atout national : « Ce dynamisme provincial qui contribue au mouvement intellectuel national me paraît être une spécificité française. Nous sommes en pointe dans le secteur de la recherche bénévole. Peut-être avec la Chine, qui a une tradition ancienne de sociétés lettrées. »

À savoir

- **Jacques de Larosière** a prononcé deux conférences relatives à son ouvrage *Les lames de fond se rapprochent* (Odile Jacob, 2017), le 15 janvier à l'Institut de France et le 22 janvier devant les membres de la « Monaco Méditerranée Foundation » présidée par Enrico Braggiotti. Le texte de cette dernière est disponible en ligne sur le site de l'Académie, à la page personnelle de Jacques de Larosière : http://www.asmp.fr/fiches_academiciens/larosiere_alire.htm.

- **Marianne Bastid-Bruguère**, invitée par la Freie Universität Berlin, a donné le 22 janvier à l'Institut Confucius de Berlin une conférence « Chinese early Republican views of transnational cultural dialogue and their recent revival: an investigation of China's current soft power practice ».

- **Mireille Delmas-Marty** a pris part le 25 janvier à un débat public organisé dans la salle du conseil de Paris, à l'Hôtel de Ville, sous le titre « Où sont les utopies contemporaines ? ». Cette manifestation était organisée dans le cadre de la « Nuit des Idées », lancée en 2016 à l'initiative de l'Institut français.